

Un possible impact économique de 100 millions pour l'Euro 2020 à Bruxelles

Selon une étude, l'Euro 2016 de football a généré un impact économique de plus de 1,2 milliard pour l'économie française. De quoi inspirer la ville de Bruxelles qui accueillera quatre matchs de l'édition 2020.

JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

Hasard ou coïncidence. Le jour où la Fifa entérine le passage de 32 à 48 du nombre de pays participants à phase finale de la Coupe du Monde, ce qui boostera le foot business (lire l'encadré), l'Observatoire (français) de l'économie du sport publie une étude sur l'impact économique de l'Euro 2016 organisé en France.

Cet impact s'élève à 1,222 milliard d'euros. Si l'on rapporte ce montant au nombre de matchs (51), on arrive à près de 24 millions d'euros de retombées moyennes par match (sans tenir compte de l'affiche ni de l'enjeu). De quoi intéresser fortement la ville de Bruxelles qui accueillera quatre matchs de l'Euro 2020 (coorganisé exceptionnellement dans 13 villes européennes). Sur base de ces chiffres français, la capitale belge peut donc théoriquement s'attendre à une petite centaine de millions d'euros de retombées économiques.

Premier indicateur

Mi-décembre, lors de la présentation du logo de l'événement, Yvan Mayeur le bourgmestre (PS) de Bruxelles indiquait pourtant ne pas avoir encore de projections financières, «*cependant nous sommes allés voir plusieurs villes en France: Bordeaux, Lyon, et bien sûr Paris. Nous avons comparé les choses et nous avons surtout écouté nos collègues, qui nous ont expliqué combien tout cela avait été extrêmement positif pour leur ville,*

commentait-il à l'époque. L'étude française devrait donc servir de premier indicateur en sachant que la Belgique, et Bruxelles, sont des destinations a priori moins prisées par les touristes supporters.

Pour parvenir à ce résultat de 1,22 milliard d'euros, les auteurs de l'étude ont tenu compte des effets d'éviction et de substitution, c'est-à-dire prenant en compte le manque à gagner lié aux touristes qui ont évité la France en raison de la tenue de l'Euro et les dépenses qui auraient été réalisées si les budgets alloués à l'événement avaient été consacrés à d'autres projets.

En tenant compte de ces paramètres, et en excluant les spectateurs français, les retombées touristiques liées aux 613.000 spectateurs étrangers et aux 34.000 invités (VIP), l'événement a généré près de 626 millions d'euros de recettes. Sur cette somme, 35% ont été consacrés au logement, 30% à la restauration, 15% aux transports et 20% aux dépenses diverses comme les visites de lieux touristiques.

L'autre grand volet de recettes, soit 596 millions, est constitué par les dépenses opérationnelles de l'UEFA, maître d'œuvre du tournoi, celle des 24 équipes participantes, des personnes accréditées (médias...) et des sponsors. etc.

Interrogé par «Le Monde», le ministre français des sports, Patrick Kanner, estime ce montant de 1,22 milliard «*conséquent*» même si on ne représente que 0,05% du PIB annuel. L'événement a en effet généré 75 millions d'euros de recettes fiscales pour l'État et a permis la création de près de 10.000 équivalents temps plein sur base annuelle. Auxquels il faut ajouter 20.000 emplois pour la

construction/rénovation des stades.

C'est là que les choses se compliquent. L'étude ne prend pas en compte les coûts de ces infrastructures sportives. Motif: ils constituent un investissement à long terme qui

ne se limite pas au seul Euro 2016. Ces travaux ont fait l'objet de partenariats publics privés. La facture initiale tournait autour de 1,4 milliard d'euros, dont 37% (536 millions) à charge des pouvoirs publics. Entre-temps, elle a grimpé pour frôler 1,7 milliard. Tout ceci sans oublier que l'État a aussi dû consacrer 20 millions d'euros dans la sécurisation des stades et des fans zones.

À Bruxelles, par contre, le problème du financement du stade ne se pose que partiellement puisque la construction du futur Eurostadium – qui se fait attendre – est prise en charge par le groupe Ghelamco, les pouvoirs publics n'intervenant en principe «*que*» pour les aménagements extérieurs.

Le passage à 48 équipes générera 640 millions de dollars de recettes additionnelles

clubs, cela va alourdir un calendrier déjà surchargé pour les joueurs des grands clubs européens qui peuvent disputer jusqu'à 80 matchs par an. Il y aura en effet 80 matchs contre 64 dans le format actuel. «*Le football change, les décideurs du foot cherchent à accroître les bénéfiques. Le football, c'est du spectacle et du business*», soupire ainsi Massimiliano Allegri, l'entraîneur de la Juventus de Turin. De fait, alors que plusieurs

scénarios circulaient, c'est la formule la plus lucrative qui a été retenue. Elle fera entrer 6,5 milliards de dollars dans les caisses de la Fifa et de ses membres, soit 640 millions de plus que dans la formule actuelle.

J.-F. S.

24 millions €

C'est l'impact économique généré par chacun des 51 matchs de l'Euro 2016 organisé en France.

MONDIAL DE 32 À 48 PAYS

Sans grande surprise, la Fifa a adopté mardi le passage de 32 à 48 du nombre de participants à la phase finale de la Coupe du Monde à partir de 2026. Aucune précision n'a encore été donnée sur la répartition des places supplémentaires entre chaque confédération. Il semble que l'Europe aura 16 places (contre 13 aujourd'hui) et l'Afrique à 9 (contre 5). De quoi justifier la volonté d'universalité du foot prônée par le nouveau président de la Fifa, l'Italien Gianni Infantino. L'extension permettra en effet à de plus petits pays d'accéder au Graal. Et tant pis si, comme le dénonce l'Association européenne des